

**ActionAid; Amnesty International; Broederlijk Delen ;Care International; Caritas Jerusalem; Comet- ME; Danish Church Aid; Diakonia; Ecumenical Accompaniment Programme in Palestine and Israel (EAPPI), World Council of Churches; EWASH; GVC (Gruppo di Volontariato Civile); HelpAge International; Human Rights Watch; Islamic Relief; Kvinna till Kvinna Foundation; Japan International Volunteer Center (JVC); MAP UK; medico international; Norwegian Church Aid (NCA); Norwegian People's Aid (NPA); Oxfam; Polish Humanitarian Action; Première Urgence-Aide Médicale Internationale; SEBA; Terre des Hommes Italia; The Carter Center; The Overseas NGO; The Swedish Cooperative Center; WarChild; World Vision Jerusalem-West Bank-Gaza**

Sous embargo jusqu'au vendredi 21 septembre 2012, 00h01 GMT

## **Le Quartet pour le Proche-Orient appelé à agir pour sauver des villages palestiniens**

### **Le nombre de démolitions a triplé en trois ans et des villages sur les collines d'Hébron sont désormais menacés.**

20 septembre 2012 - Le gouvernement israélien prévoit de détruire et de déplacer la population de 13 villages palestiniens situés sur les collines d'Hébron [1]. Ce projet intervient au moment même où les démolitions et les déplacements atteignent des chiffres record depuis trois ans, et ajoute à l'incertitude qui entoure l'avenir des Palestiniens vivant dans la Zone C de la Cisjordanie, contrôlée par Israël, a aujourd'hui indiqué un groupe de 30 organisations humanitaires, de développement et de défense des droits humains.

Ces populations sont ciblées par des expulsions ou des démolitions, le gouvernement israélien projetant d'utiliser les terres concernées pour étendre les colonies israéliennes et créer une zone militaire fermée [2].

Les ONG appellent le Quartet pour le Proche-Orient, qui se réunira de manière informelle le lundi 24 septembre à New York, à rendre visite aux populations concernées et à remédier aux violations commises sur le terrain. Les ONG invitent le Quartet à passer des mots à l'action et proposer un plan d'action concret permettant aux familles palestiniennes de rester dans leurs maisons, assurant que toutes les parties remplissent leurs obligations au regard du droit international. Le plan du Quartet doit par conséquent pousser le gouvernement israélien à cesser immédiatement sa politique d'expulsions, de déplacements forcés et de démolitions dans la Zone C, qui viole les droits humains et le droit humanitaire international.

Nishant Pandey, directeur pays pour Oxfam a déclaré :

*« Le Quartet a émis 39 déclarations condamnant les violations du droit international commises par le gouvernement israélien, et pourtant le nombre de personnes déplacées par les démolitions illégales d'habitations palestiniennes continue d'augmenter à un rythme sans précédent. Jusqu'aujourd'hui, les déclarations n'ont pas apporté de changement significatif à la vie des personnes. Le Quartet doit montrer aux Palestiniens et aux Israéliens qu'il est engagé à œuvrer en faveur d'une paix juste et durable. »*

Le projet de démolition et d'expulsion sur les collines d'Hébron laisserait 1650 Palestiniens sans foyer ni ressources [3], et sans accès à la terre dont ils ont besoin pour leurs travaux agricoles et pastoraux afin de nourrir leurs familles. Beaucoup d'entre eux vivent déjà dans des conditions déplorable à cause des restrictions israéliennes sur les constructions palestiniennes en Zone C.

Ann Harrison, directrice pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International, a déclaré:

*« Le Quartet doit faire face à la réalité du terrain : de plus en plus de démolitions ont lieu, et des villages entiers sont menacés d'expulsion. Le Quartet doit placer au cœur de son action le respect des droits humains et du droit international humanitaire. Ce n'est qu'en luttant résolument contre ces violations que le Quartet pourra contribuer à une résolution du conflit juste et durable. »*

Les villages des collines d'Hébron se trouvent menacés au moment même où de nouveaux chiffres révèlent que le nombre de démolitions a triplé sur les trois dernières années et que le nombre moyen de personnes déplacées a augmenté de 98% sur la même période [4].

Sarah Leah Whitson, directrice pour le Moyen-Orient à Human Rights Watch, a déclaré :

*« Il est temps que le Quartet en finisse avec les euphémismes : les démolitions d'habitations et d'autres structures palestiniennes par Israël sans que cela résulte de nécessités militaires violent ses obligations en tant que puissance occupante. Le Quartet devrait faire pression sur le gouvernement d'Israël afin qu'il mette fin à ces violations immédiatement. »*

Les ONG ont indiqué que l'inquiétude grandissante des Palestiniens vivant dans les régions où elles travaillent les avait poussées à s'exprimer. Oxfam s'est récemment vu confisquer une clinique vétérinaire mobile, et a reçu un avis l'informant qu'elle n'était pas autorisée à entrer dans les villages où l'organisation travaille pour aider 148 familles à vivre décemment en élevant des chèvres et des moutons. D'autres organisations ont reçu des avis de démolition ou de cessation de leurs projets d'aide dans la région.

David White, directeur pays pour CARE International, a déclaré:

*« Les familles avec lesquelles nous travaillons sont terrifiées à l'idée qu'elles peuvent perdre leurs maisons ou la clinique bâtie par CARE International d'un jour à l'autre. Ces familles peuvent se réveiller demain et réaliser que tout ce pour quoi elles ont travaillé toute leur vie est perdu. Nous apportons aux personnes des services de santé essentiels, mais aucun projet humanitaire ou de développement ne peut surmonter ce sentiment de désespoir. Le Quartet*

*doit présenter un plan d'action qui apportera la sécurité à des personnes qui ont besoin de vivre dignement. »*

- FIN -

### **Notes aux rédactions:**

[1] Les 13 villages menacés comprennent le village palestinien de Susiya, qui a reçu un ordre de démolition du fait de sa proximité avec une colonie israélienne adjacente, et 12 autres villages des environs que l'Administration civile israélienne (ICA) a désigné comme zone militaire fermée, appelée « Fire Zone 918 ». Ces 13 villages situés sur la colline de Hébron sont tous situés en zone C, qui constitue 60% de la Cisjordanie, et où Israël exerce un contrôle sur la planification et le zonage, ainsi que sur les questions de sécurité.

[2] Au total, ce sont plus de 18% de la surface de la Cisjordanie, soit l'équivalent du territoire sur lequel l'Autorité palestinienne exerce un contrôle civil et sécuritaire, qui ont été désignés zones militaires fermées, rendant ces parties du territoire inaccessibles aux Palestiniens. Ces zones militaires sont presque exclusivement situées dans la Zone C. Environ 5000 Palestiniens de 38 villages y vivent, ce qui les expose à un risque accru de préjudice physique, mais aussi d'expulsion et de démolition.

[3] 150 Palestiniens sont menacés de déplacement à Susiya, où l'ICA a délivré des ordres de démolitions concernant plus de 50 structures et infrastructures, dont des maisons, un centre communautaire, des panneaux solaires et des dispositifs d'énergie renouvelable, des étables et d'autres structures permettant de générer des revenus. Par ailleurs, 1500 Palestiniens vivant dans 8 villages de la zone dite « Fire Zone 918 » ont reçu des avis d'expulsion. 500 autres personnes provenant de 4 villages supplémentaires au sein de cette zone sont également menacés de déplacement du fait d'ordres de démolitions de leurs habitations. Ces derniers mois, plusieurs structures (moulins à vent, citernes à eau, des enclos pour animaux et des tentes), parmi lesquelles des projets d'aide, ont été détruits à Susiya et dans la « Fire Zone 918 »

[4] Entre 2009 et 2012, la moyenne mensuelle du nombre de démolitions en Cisjordanie est passée de 23 à 64, tandis que la moyenne mensuelle du nombre de personnes déplacées par les démolitions de maisons est passée de 52 à 103.

### **Contacts presse :**

Pour plus d'information et pour organiser des interviews avec les porte-paroles, veuillez contacter Willow Heske, en charge des relations médias sur le sujet :

[willow.heske@oxfamnovib.nl](mailto:willow.heske@oxfamnovib.nl), +972 (0) 597133646 or +972 (0) 546395002

Les experts suivants sont disponibles pour donner des interviews les problématiques abordées dans le communiqué de presse :

Pour plus d'informations relatives à l'impact des évacuations forcées et des démolitions de projets d'énergie renouvelable – dont des éoliennes et des panneaux solaires – à Susiya et

dans la « Fire Zone 918 », veuillez contacter Aya Shoshan, Comet-ME à l'adresse [aya@comet-me.org](mailto:aya@comet-me.org) ou au +972-(50)-2292979 Pour plus d'informations relatives à l'impact des démolitions et des expulsions sur le droit d'accès des Palestiniens à l'eau, veuillez contacter Ziyaad Lunat, EWASH à l'adresse [zlunat@ewash.org](mailto:zlunat@ewash.org) ou au +972 (0) 595878715

Pour des informations sur les aspects juridiques des expulsions et des démolitions dans la « Fire Zone 918 », veuillez contacter Stephen Wilkinson de Diakonia, à l'adresse [Stephen.wilkinson@jسلم.diakonia.se](mailto:Stephen.wilkinson@jسلم.diakonia.se) ou au +972 (0)547568815, ou Netta Amar-Shiff de Diakonia, à l'adresse [netta.amar-shiff@jسلم.diakonia.se](mailto:netta.amar-shiff@jسلم.diakonia.se) ou au +972 (0) 5432043.

Pour réaliser des interviews en français, veuillez contacter Nicolas Vercken, responsable du plaidoyer conflits et humanitaire à Oxfam France, à l'adresse [nvercken@oxfamfrance.org](mailto:nvercken@oxfamfrance.org) ou au +33 (0) 6 18 98 37 97